Page 902. — Tableau E (Budgets rattachés pour ordre au budget général de l'Etat) :

4^e ligne :

Au lieu de :

Titre I. — Budget ordinaire.

Lire :

Titre I. — Budget ordinaire.

Tableau « F ». — Barème des émoluments applicables à compter du 1^{er} juillet 1956.

Page 905. — Indice 146 émoluments globaux annuels :

Au lieu de :

379.200.

Lire :

379.800.

Page 906. — Indico 635 émoluments globaux annuels :

Au lieu de :

1.843.000.

Lire :

1.824.500.

Indice 640 émoluments globaux annuels :

Au lieu de :

1.824.500.

Lire :

1.843.000.

AVIS N° 17 DU MINISTRE DES FINANCES

Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance des pays membres de l'O.E.C.E., de leurs territoires d'outre-mer des Etats-Unis et du Canada

Rectificatif et additif à l'avis n° 12 publié au J. O. T. du 1^{er} juin 1956 (Libération des échanges, modalités d'importation).

Dans la liste annexée à l'avis (produits pour lesquels des licences continueront à être délivrées) :

PAGE 728, 2^e colonne :

— Ajouter un astérisque aux positions suivantes :

Ex. 09-10 : — Ex. B. Autres, à l'exception de tout mélange contenant du poivre (*).

21-04 : Sauces, condiments et assaisonnements composés (*).

PAGE 728, 1^{re} et 2^e colonnes :

— Ajouter à sa place le numéro suivant du tarif douanier :

Ex. 27-08 : Brai et coke de brai, de goudrons de houille ou d'autres goudrons minéraux :

— A. Brai.

PAGE 729, 1^{re} et 2^e colonnes :

— Supprimer le numéro suivant du tarif douanier :

43-01 : Pelleteries brutes.

— Ajouter un astérisque à la position suivante :

53-05 : Laines, poils fins et poils grossiers, cardés ou peignés (étirés ou non) (*).

PAGE 732, 3^e colonne (et rectificatif J.O.T. du 12 juin 1956, page 777) :

74-01 : Supprimer les lettres a et b en face de la sous-position Ex. B qui devient B (cuivre brut).

PAGE 733, 2^e colonne :

Ex. 85-24 : Supprimer la mention Ex. en tête de la sous-position B (Electrodes).

AVIS AUX IMPORTATEURS

(Autorisations préalables)

Additif à l'avis publié au Journal Officiel Tunisien du 15 juin 1956

Dans la liste des biens d'équipement, des matières premières et des produits demi-finis pour l'industrie dont l'importation est susceptible de donner lieu à la délivrance d'autorisations préalables et d'autorisations de transferts préalables (liste annexée à l'avis du 15 juin 1956), ajouter à leur place les positions suivantes du tarif douanier :

Ex. 82-02	Scies à main montées, lames de scies de toutes sortes :
	— B. Lames de scies.
82-05	Outils interchangeables pour machines et pour outillage à main, mécaniques ou non, etc.
84-62	Roulements de tous genres (à billes, à aiguilles, à galets ou à rouleaux de toute forme).
Ex. 90-16	Instruments de dessin, de traçage et de calcul, etc. :
	— B. Machines, appareils et instruments de mesure, de vérification et de contrôle, non dénommés ni compris dans d'autres positions du présent chapitre, et projecteurs de profils.
91-09	Boîtes de montres du n° 91-01 et leurs parties, ébauchées ou finies.
91-10	Cages et cabinets d'appareils d'horlogerie et leurs parties.
Ex. 91-11	Autres fournitures d'horlogerie, à l'exception des ressorts (y compris les spiraux) de la sous-position H.

AVIS N° 18 DU MINISTRE DES FINANCES

Avis aux exportateurs de pommes de terre à destination de tous les pays

L'avis aux exportateurs n° 15 publié au Journal Officiel Tunisien du 19 juin 1955 a dispensé les exportations de pommes de terre primeurs (07-01 Ec) à destination de tous les pays de la production d'une licence 02, sous réserve de la présentation en douane d'un engagement de change modèle DE.

Il est précisé qu'à dater de la parution du présent avis au Journal Officiel Tunisien et jusqu'au 15 juillet 1956 inclus les dispositions qui précèdent sont étendues à toutes variétés de pommes de terre autres que de semence, reprises sous les positions 07-01 Ea à 07-01 Ec du tarif des droits de douane d'importation.

Les dérogations de l'espèce, objet du présent avis aux exportateurs et celui publié au Journal Officiel Tunisien du 19 juin 1956 cesseront d'être applicables après le 15 juillet 1956. Après cette date, les exportations de pommes de terre de toutes catégories et à destination de tous les pays seront de nouveau soumises à la formalité de la licence 02.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

OPERATIONS CADASTRALES

Décret du 5 juillet 1956 (26 douk kaada 1375), étendant le cadastre au cheikhât de Ouardenine, dépendant du Gouvernement de Sousse.

Louanges à Dieu !

Nous, Mohamed Lamine Pacha Bey, Possesseur du Royaume de Tunisie,

Vu Notre décret du 10 juillet 1947 (21 chaabane 1366) instituant le cadastre de la propriété foncière dans le caïdat de Souk-el-Arba et portant réglementation des opérations cadastrales, modifié par les

décrets du 22 décembre 1949 (2 rabia I 1369) et du 26 juin 1952 (3 chaoual 1371);

Vu l'avis de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Agriculture et de Notre Ministre des Finances;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Président du Conseil,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret susvisé du 10 juillet 1947 (21 chaabane 1366) sont étendues à l'ensemble du Cheikhat de Ouardenine situé dans le Gouvernorat de Sousse.

ART. 2. — Notre Premier Ministre, Président du Conseil, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Agriculture et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Scellé, le 5 juillet 1956 (26 dou' kaada 1375).

Le Ministre de l'Intérieur,
Premier Ministre,
Président du Conseil, p.l.,

TAÏEB MEHIRI.

Décret du 5 juillet 1956 (26 dou' kaada 1375) étendant le cadastre de la propriété foncière au secteur du Henchir Messaoudia du Gouvernorat des Zlass.

Louanges à Dieu !

Nous, Mohamed Lamine Pacha Bey, Possesseur du Royaume de Tunisie,

Vu Notre décret du 10 juillet 1947 (21 chaabane 1366) instituant le cadastre dans le caïdat de Souk-el-Arba et portant réglementation des opérations cadastrales, modifié par les décrets du 22 décembre 1949 (2 rabia I 1369) et du 26 juin 1952 (3 chaoual 1371);

Vu l'avis de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Agriculture et de Notre Ministre des Finances;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Président du Conseil,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret susvisé du 10 juillet 1947 (21 chaabane 1366) sont étendues à la zone irriguée de Henchir Messaoudia (Gouvernorat de Kairouan), telle qu'elle est limitée par un liseré rouge sur l'extrait de carte au 1/50.000^e annexé au présent décret.

ART. 2. — Notre Premier Ministre, Président du Conseil, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Agriculture et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Scellé le 5 juillet 1956 (26 kaada 1375).

Le Ministre de l'Intérieur,
Premier Ministre,
Président du Conseil, p.l.,

TAÏEB MEHIRI.

NOMINATION

Par arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Ministre des Finances et du Ministre des Travaux Publics du 4 juillet 1956 (25 dou' kaada 1375) :

M. Tahar Haouet, ingénieur des Services Agricoles est chargé des fonctions de Directeur de l'Office de l'Enfida, avec effet à compter du 24 mai 1956.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

TABEAU COMPLEMENTAIRE D'AVANCEMENT

ANNEE 1955

Hôpital pour les maladies mentales de la Manouba

Médecin Directeur Adjoint

3^e classe :

Docteur Ben Soltane Tabar, à compter du 1^{er} juillet 1955.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

EXPROPRIATION

Décret du 5 juillet 1956 (26 dou' kaada 1375), portant expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles nécessaires à la construction du Canal de Taullierville entre l'ouvrage n° 20 et la tête aval du 2^e siphon.

Louanges à Dieu !

Nous, Mohamed Lamine Pacha Bey, Possesseur du Royaume de Tunisie,

Vu le décret du 9 mars 1939 (17 moharem 1358) portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique en vertu des textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le certificat en date du 7 avril 1956 (26 chaabane 1375) mentionnant que l'affichage du plan parcellaire, effectué en vertu des dispositions de l'article 10 du décret susvisé du 9 mars 1939 (17 moharem 1358), n'a provoqué aucune opposition;

Vu l'avis du Ministre des Travaux Publics;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Président du Conseil,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Sont expropriés, pour cause d'utilité publique, les immeubles d'une superficie totale approximative de 26 ha. 15 ares 61 ca. nécessaires à la construction du Canal de Taullierville entre l'ouvrage n° 20 et la tête aval du 2^e siphon. Ces immeubles indiqués par une teinte rose sur le plan ci-joint, sont situés dans le Gouvernorat de Tunis et Banlieue.

Les propriétaires ou présumés tels sont :

NUMEROS des PARCELLES	NOMS DES PROPRIETAIRES OU PRÉSUMÉS TELS
1/3, 2/3	M. Turini Antoine.
3/3	Mme Defandini Juliette.
4/3	Mme Vvc Piaza d'Olmo (née Trombetta).
5/3	Hakimi et Abdallah ben Ali Bou Baker.
6/3	Mohamed ben Amar Damani.
7/3, 8/3	M. Campo Antoine.
9/3	M. Siracusa Laurent.
10/3	Habous Sidi Naji.
11/3, 13/3	Ingallina Joseph.
12/3	Mme Vvc Bianco Vincenzo (née Ingallina).
14/3	M. Bianco Paolo.
15/3	Cheikh Khémaïs ben Hadj Amor.
16/3	M. Lemmoio Michel.
1/4, 2/4	M. Vallin Jean, Albert.
3/4	Habous privé Mohamed Es Soussi.
4/4	Cheikh Boubaker ben Hadj Ahmed El Aouni.
5/4	Habous privé Ali ben Boubaker B' Hadj.
	Hamed ben El Hadj Mansour El Aouni.
6/4	Habous privé El Hadj Ali ben El Hadj Ali ben El Madi.
7/4	Fondation Habous de Sidi Hamed.
8/4	Société des Fermes Françaises.

ART. 2. — Les parcelles expropriées seront inscrites au sommier du Domaine Public de l'Etat.

ART. 3. — Sont également expropriés tous droits mobiliers ou immobiliers qui grèvent ou pourraient grever les dits immeubles.

ART. 4. — Notre Premier Ministre, Président du Conseil et le Ministre des Travaux Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Scellé, le 5 juillet 1956 (26 dou' kaada 1375).

Le Ministre de l'Intérieur,
Premier Ministre,
Président du Conseil, p.l.,

TAÏEB MEHIRI.